

Extrait du site UGTG.org

url :Ã http://ugtg.org/spip.php?article1116

Elie Domota : Le dÃ©filÃ© de samedi (3 octobre) Ã©tait un avertissement

- Dossier spÃ©cial LKP - Interviews -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : lundi 5 octobre 2009

Mis Ã jour le : lundi 5 octobre 2009

UGTG.org

Ã« Ce lundi, les LKP-istes n'ont pas reconduit la grÃ¨ve gÃ©nÃ©rale, qui a donnÃ© lieu au grand dÃ©filÃ© du 3 octobre dans les rues de Pointe-Ã -Pitre (celui-ci a rassemblÃ© entre 6000 et 25000 personnes, selon les sources).

Le collectif est aujourd'hui dans une phase de dialogue avec les maires avec les prÃ©sidents respectifs des collectivitÃ©s rÃ©gionale et dÃ©partementale, mais aussi avec les organisations patronales signataires de l'accord du 4 mars.

Les membres du Ã« Liyannaj kont pwofitasyonÃ » attendent que soit fait un bilan des rÃ©ponses apportÃ©es Ã leurs revendications, Ã l'occasion de la rÃ©union du comitÃ© de suivi, qui devrait Ãatre programmÃ©e dÃ©s la semaine prochaine.

De tous ceux qui se sont engagÃ©s par leur signature, le collectif considÃ©re que l'Etat particuliÃ©rement ne respecte pas sa parole.

Avec Elie Domota, leader du LKP, nous sommes notamment revenus sur le difficile dialogue entre l'organisation Ã l'origine du mouvement social du dÃ©but d'annÃ©e et les instances nationales. Ã »

Orange News

[\[{JPEG} \]](#)

OÃ¹ en est ce dialogue entre l'Etat et le collectif LKP ?

Elie Domota : Ã« Pour exemple : le LKP n'a jamais Ã©tÃ© invitÃ© aux Etats gÃ©nÃ©raux. MÃame si on avait Ã©tÃ© invitÃ©, on n'y serait pas allÃ©. Quoiqu'il en soit, quand le coordonnateur de cette consultation, le prÃ©fet Richard Samuel, est venu en Guadeloupe, des invitations nominatives personnelles ont Ã©tÃ© envoyÃ©es aux secrÃ©taires gÃ©nÃ©raux respectifs de quelques syndicats impliquÃ©s dans le LKP : la CGTG, la CTU, FO, la CFTC et l'UGTG ; le Parti Communiste a Ã©galement Ã©tÃ© conviÃ©. Volontairement le collectif LKP (qui compte 46 organisations) a Ã©tÃ© Ã©cartÃ©, jusqu'Ã la semaine derniÃ©re oÃ¹, pour la premiÃ©re fois, Madame Penchard a adressÃ© un courrier Ã cette entitÃ©Ã ».

Pour rappel, l'accord du 4 mars 2009 a Ã©tÃ© signÃ©, pour ce qui est des demandeurs, par le LKP reprÃ©sentÃ© par son porte-parole Elie Domota, mais aussi par les responsables de chacune des 46 organisations syndicales, politiques, associatives, culturelles et de consommateurs composant le collectif.

De votre point de vue, que signifie le fait qu'on ne s'adresse pas au LKP, mais Ã quelques-unes des organisations composant le collectif ?

Elie Domota : Ã« En faisant en sorte de ne pas nous donner la parole en tant que collectif, l'idÃ©e Ã©tait de rendre caduc le protocole du 4 mars. La rÃ©fÃ©rence aurait Ã©tÃ© les Ã©tats gÃ©nÃ©raux et leurs conclusions. Or, cela ne constitue pas un engagement pris avec nous. Par notre mobilisation, on les gÃ©ne, car on les oblige Ã respecter le protocole d'accord. Trois documents rÃ©capitulent toutes les idÃ©es et mesures prÃ©conisÃ©es par l'Etat, soi-disant sorties de la consultation des populations ultramarines : la StratÃ©gie globale de croissance pour l'outre-mer prÃ©sentÃ©e par Yves JÃ©go en novembre 2008, le protocole du 4 mars, le schÃ©ma rÃ©gional de dÃ©veloppement Ã©conomique produit par Victorin Lurel et le rapport Balladur sur la rÃ©forme des collectivitÃ©s territoriales de fÃ©vrier 2009. Tout y est !Ã ».

Qu'est ce qui vous fait dire que l'Etat ne respecte pas ses engagements ?

Elie Domota : L'Etat dÃ©forme volontairement le contenu du protocole du 4 mars :

Concernant l'accord Bino, il Ã©tait prÃ©vu que l'Etat intervienne Ã hauteur de 100 euros pour l'augmentation des bas salaires. Aujourd'hui des dates butoirs sont fixÃ©es et le socle de calcul d'un bas salaire a Ã©tÃ© modifiÃ©. Ceux qui devaient avoir droit aux 200 euros d'augmentation Ã©taient les salariÃ©s touchant jusqu'Ã 1,4 fois le SMIC, sans les primes et sans les accessoires (les collectivitÃ©s locales et les organisations patronales signataires sont d'accord avec nous sur ce sujet). Or l'Etat fait ses calculs aprÃ¨s injection des primes et accessoires. C'est une escroquerie. L'Etat a fait en sorte que les nÃ©gociations avancent en mettant 100 euros sur la table, mais quand il s'est rendu compte que cela deviendrait une hausse salariale pÃ©renne, faisant monter le SMIC Ã 1500 euros (ce que les travailleurs de l'Hexagone s'empresseraient de rÃ©clamer aussi), c'est tout naturellement qu'il a transformÃ© ces 100 euros en allocation (le RSTA) avant le vote de la LODEOM.

Parlons du Plan d'urgence pour la formation et l'insertion des jeunes : il devait Ãªtre lancÃ© en mai 2009. Ce n'est pas fait. En revanche, il est prÃ©vu, d'ici la fin de l'annÃ©e de crÃ©er 100 contrats aidÃ©s par semaine, d'ici la fin de l'annÃ©e, conformÃ©ment Ã ce dÃ©cidÃ© par Nicolas Sarkozy en avril dernier, non pas sur la base de l'accord signÃ© avec le LKP.

A propos des prix des carburants : Monsieur Desforges a pris un arrÃªtÃ© changeant la structure des prix, sans que le dÃ©cret de 2003 ne soit ni abrogÃ©, ni modifiÃ©. J'aurais voulu savoir par quel tour de passe-passe cela est possible. Malheureusement, c'est seulement sous les cocotiers que de telles choses se font. C'est totalement illÃ©gal et nous nous y opposons farouchement.

Revenons sur le contrÃªle de la baisse des prix : il Ã©tait prÃ©vu que des inspecteurs contrÃªlent les prix tous les quinze jours et le respect des accords signÃ©s. Rien du tout ! Les services de l'Etat n'ont pas encore trouvÃ© comment faire, parce que depuis toujours ils sont complices de la Pwofitasyon. Ils sont toujours complaisants avec les importateurs et les distributeurs. Ils ne travaillent pas Ã pied d'oeuvre comme le prÃ©tend le prÃ©fet.

Y'a quand mÃªme des points pour lesquels Ã§a a avancÃ©... Mais pas les points cruciaux qui nous tiennent Ã coeur.

Quels sont vos projets ?

Elie Domota : Le dÃ©filÃ© de samedi Ã©tait un avertissement. Nous continuons Ã rencontrer les maires. Il n'y aura pas de problÃªme pour rencontrer Victorin Lurel et Jacques Gillot.

Lundi 5.10.2009

Orange News